



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 72.103/2  
du 21 septembre 2022

advies 72.103/2  
van 21 september 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif  
aux modalités de demande,  
d'octroi, de renouvellement,  
d'adaptation, de refus, de  
retrait et de restitution des  
cartes d'identification  
nécessaires à l'exercice  
d'activités visées dans la loi  
réglementant la sécurité privée  
et particulière et fixant leur  
modèle'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'betreffende de  
modaliteiten voor de aanvraag,  
de toekenning, de vernieuwing,  
de aanpassing, de weigering,  
de intrekking en de inlevering  
van de identificatiekaarten  
noodzakelijk voor het  
uitoefenen van activiteiten  
bedoeld in de wet tot regeling  
van de private en bijzondere  
veiligheid en tot vaststelling  
van hun model'

Le 22 août 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 23 septembre 2022 \*, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux modalités de demande, d'octroi, de renouvellement, d'adaptation, de refus, de retrait et de restitution des cartes d'identification nécessaires à l'exercice d'activités visées dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière et fixant leur modèle'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 septembre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 septembre 2022.

-----

\* Par courriel du 9 septembre 2022.

\*

Op 22 augustus 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 23 september 2022 \* een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de modaliteiten voor de aanvraag, de toekenning, de vernieuwing, de aanpassing, de weigering, de intrekking en de inlevering van de identificatiekaarten noodzakelijk voor het uitoefenen van activiteiten bedoeld in de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en tot vaststelling van hun model'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 september 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 september 2022.

-----

\* Bij e-mail van 9 september 2022.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION PRÉALABLE

#### RECEVABILITÉ

La section de législation du Conseil d'État est saisie d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux modalités de demande, d'octroi, de renouvellement, d'adaptation, de refus, de retrait et de restitution des cartes d'identification nécessaires à l'exercice d'activités visées dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière et fixant leur modèle', qui entend notamment reproduire un projet similaire, ayant fait l'objet de l'avis 70.083/2 du 29 septembre 2021 <sup>1</sup>.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles dont le contenu est indépendant des observations ou des suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Il en va aussi différemment quand interviennent après le premier avis des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareil cas, celle-ci doit être saisie des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

Une première catégorie de dispositions modifiées concerne les articles 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, 8, 10, 47, 4<sup>o</sup>, et 57, ainsi que l'annexe 8, qui font suite à l'avis de l'Autorité de protection des données du 17 décembre 2021 <sup>2</sup> sans être une suite donnée à l'avis 70.083/2 de la section de législation.

---

<sup>1</sup> Avis 70.083/2 donné le 29 septembre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux modalités de demande, d'octroi, de renouvellement, d'adaptation, de refus, de retrait et de restitution des cartes d'identification nécessaires à l'exercice d'activités visées dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière et fixant leur modèle' (non publié).

<sup>2</sup> La Ministre a introduit auprès de l'Autorité de protection des données une demande d'avis concernant les articles 5 à 30, 45, 46, 49 à 56 et les annexes 1 à 3, du projet d'arrêté royal. Voir l'avis n° 238/2021 du 17 décembre 2021 de l'Autorité de protection des données (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-238-2021.pdf>).

La seconde catégorie de dispositions nouvelles concerne des textes qui sont indépendants des suites réservées tant à l'avis 70.083/2 de la section de législation qu'à l'avis précité de l'Autorité de protection des données ; selon les informations transmises par la fonctionnaire déléguée dans le cadre des mesures d'instruction, il s'agit des articles 1<sup>er</sup>, 19°, 4, § 4, 14, § 3, alinéa 2, 24, 3°, 28, 2°, et 61.

Les autres articles du présent projet correspondent à ceux figurant dans le projet ayant fait l'objet de l'avis 70.083/2 du 29 septembre 2021, sous réserve de modifications qui résultent des suites qui ont été réservées par l'auteur de l'avant-projet à cet avis.

Eu égard à ce qui précède, la section de législation a épuisé sa saisine et la demande d'avis est irrecevable en tant qu'elle concerne ces autres articles.

L'examen du projet d'arrêté royal ne porte donc que sur les articles 1<sup>er</sup>, 13°, 1<sup>er</sup>, 19°, 4, § 4, 8, 10, 14, § 3, alinéa 2, 24, 3°, 28, 2°, 47, 4°, 57 et 61 et l'annexe 8.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

Un nouvel alinéa 3 vise l'arrêté royal du 23 mai 2018 'relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage, un service interne de gardiennage ou un organisme de formation et leur organisation'.

Si cet arrêté royal est cité à plusieurs reprises dans le texte en projet<sup>3</sup>, il n'est cependant pas modifié par celui-ci de telle manière qu'il ne faut pas en faire mention au préambule.

L'alinéa 3 sera omis.

### DISPOSITIF

#### Article 57

L'article 57 porte sur les mesures de protection dans le cadre du traitement des données reprises dans les extraits de casiers judiciaires (articles 12, 3°, 24, 3°, et 28, 2°, du projet).

---

<sup>3</sup> Voir notamment l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du projet.

Comme la section de législation a eu l'occasion de le rappeler, il résulte de l'article 10 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' qu'il faut prévoir des garanties appropriées pour les droits et libertés des personnes concernées par le traitement des données relatives à leur condamnation pénale et aux infractions qu'ils ont commises <sup>4</sup>.

L'article 57 du projet se présente dans une rédaction identique à celle de l'article 269/3, § 4, de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière', qui contient les mesures particulières à charge de la Direction Générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur dans le cadre général des traitements de données à caractère personnel prévues par cette loi et pour lesquels elle est responsable de ces traitements <sup>5</sup>.

L'article 57 fait suite à l'avis de l'Autorité de protection des données afin de prévoir des garanties appropriées applicables cette fois aux entreprises et services concernés <sup>6</sup>.

Il y a cependant lieu d'omettre les mots « et en leur qualité de responsables du traitement » étant donné qu'en l'espèce le responsable du traitement est la Direction Générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur.

L'article 57 sera revu en ce sens.

---

<sup>4</sup> Avis 69.359/2 donné le 3 juin 2021 sur un avant-projet devenu le décret du 14 juillet 2021 'relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins', observation n° 1 formulée sous l'article 8 (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2020-2021, n° 261/1, p. 34, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69359>).

<sup>5</sup> Le cadre général de ces mesures énumérées à l'article 269/3, § 4, de la loi, est tracé par les trois premiers paragraphes de cette disposition, ainsi libellés :

« § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'application des articles 269/1 et 269/2, la Direction Générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur tient compte des risques pour les droits et libertés des personnes concernées et prend les mesures nécessaires destinées à garantir la prévention des abus ainsi que de l'accès et du transfert illicites des données à caractère personnel.

§ 2. Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le responsable du traitement doit être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément à la loi.

Ces mesures comprennent en tout cas la mise en œuvre de politiques appropriées en matière de protection des données par le responsable du traitement.

Ces mesures sont évaluées et, si nécessaire, actualisées.

§ 3. Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de la mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, que présente le traitement pour les droits et libertés des personnes physiques, les mesures techniques et organisationnelles visées au paragraphe 2, sont destinées à mettre en œuvre les principes relatifs à la protection des données de façon effective et à assortir le traitement des garanties nécessaires afin de protéger les droits de la personne concernée, tant au moment de la détermination des moyens du traitement qu'au moment du traitement lui-même.

Les mesures techniques et organisationnelles appropriées visées au paragraphe 2 garantissent qu'en principe, seules les données à caractère personnel qui sont nécessaires au regard de chaque finalité spécifique du traitement sont traitées ».

<sup>6</sup> Avis n° 238/2021 du 17 décembre 2021 de l'Autorité de protection des données précité, en particulier le point n° 38.

### Article 61

La disposition à l'examen est rédigée de la manière suivante :

« Art. 61. Jusqu'à une date à déterminer par le ministre :

– la carte ne sera modifiée suite [à] la réussite d'une nouvelle formation ou d'un nouveau test ou lorsque l'intéressé peut faire valoir une nouvelle expérience professionnelle qu'à condition que l'entreprise ou le service en ait fait la demande ;

– la carte, carte temporaire ou carte de stage ne sera modifiée suite à l'extension des activités pour lesquelles l'entreprise ou le service est autorisé qu'à condition que l'entreprise ou le service en ait fait la demande ».

Or, l'article 4, § 4, du projet dispose comme suit :

« L'intéressé ne peut exercer que les fonctions auxquelles renvoie le datamatrix figurant sur la carte.

L'entreprise ou le service est responsable de ce que les personnes qui travaillent pour lui n'exercent que les fonctions auxquelles renvoie le datamatrix figurant sur la carte ».

L'auteur du texte doit dès lors pouvoir justifier la disposition à l'examen au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination entre les porteurs de carte puisqu'il en résultera que, jusqu'à une date à déterminer par le ministre, la modification de la carte ne sera effectuée dans les deux hypothèses visées qu'à la condition que l'entreprise ou le service en fasse la demande.

À défaut de justification, l'article 61 sera omis.

### Annexe 8

Au troisième tiret de l'alinéa de l'annexe commençant par les mots « Le/la soussigné/e note que : », la date de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 'déterminant la procédure en cas d'enquête sur les conditions de sécurité, d'exercice simultané de missions incompatibles avec l'ordre public ou la sécurité de l'État ou de violation des dispositions de la loi réglementant la sécurité privée ou particulière ou de ses arrêtés d'exécution' sera ajoutée.

Au quatrième tiret du même alinéa, il y a lieu, à l'instar de l'alinéa suivant, de préciser la date de la loi 'réglementant la sécurité privée et particulière', à savoir le 2 octobre 2017.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE OPMERKING

#### ONTVANKELIJKHEID

De afdeling Wetgeving van de Raad van State is om advies verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de modaliteiten voor de aanvraag, de toekenning, de vernieuwing, de aanpassing, de weigering, de intrekking en de inlevering van de identificatiekaarten noodzakelijk voor het uitoefenen van activiteiten bedoeld in de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en tot vaststelling van hun model’, dat met name een gelijkaardige ontwerptekst overneemt, waarover op 29 september 2021 advies 70.083/2 is gegeven.<sup>1</sup>

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en komt het haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over de reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen van het eerste advies, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer wordt overwogen in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die de afdeling Wetgeving in het eerste advies heeft geformuleerd: in zo’n geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd over de nieuwe bepalingen.

Dat geldt ook niet wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling Wetgeving opnieuw wordt onderzocht: in zo’n geval moeten de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

---

<sup>1</sup> Advies 70.083/2 van 29 september 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de modaliteiten voor de aanvraag, de toekenning, de vernieuwing, de aanpassing, de weigering, de intrekking en de inlevering van de identificatiekaarten noodzakelijk voor het uitoefenen van activiteiten bedoeld in de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en tot vaststelling van hun model’ (niet gepubliceerd).

Een eerste categorie gewijzigde bepalingen betreft de artikelen 1, 13°, 8, 10, 47, 4°, en 57, alsook bijlage 8, die gevolg geven aan het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 17 december 2021<sup>2</sup> maar niet aanknopen bij advies 70.083/2 van de afdeling Wetgeving.

De tweede categorie nieuwe bepalingen betreft teksten die losstaan van het gevolg dat is gegeven aan zowel advies 70.083/2 van de afdeling Wetgeving als het voornoemde advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit. Volgens de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar in het kader van het onderzoek heeft verstrekt, gaat het om de artikelen 1, 19°, 4, § 4, 14, § 3, tweede lid, 24, 3°, 28, 2°, en 61.

De andere artikelen van het voorliggende ontwerp komen overeen met de artikelen die voorkomen in het ontwerp waarover op 29 september 2021 advies 70.083/2 is gegeven, onder voorbehoud van de wijzigingen die voortvloeien uit het gevolg dat de steller van het voorontwerp aan dat advies heeft gegeven.

Gelet op het voorgaande heeft de afdeling Wetgeving haar adviesbevoegdheid uitgeput en is de adviesaanvraag onontvankelijk in zoverre ze betrekking heeft op die andere artikelen.

Het onderzoek van het ontworpen koninklijk besluit is derhalve beperkt tot de artikelen 1, 13°, 1, 19°, 4, § 4, 8, 10, 14, § 3, tweede lid, 24, 3°, 28, 2°, 47, 4°, 57 en 61, alsook bijlage 8.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

Een nieuw derde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 23 mei 2018 ‘betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, –ervaring en –bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming, interne bewakingsdienst of opleidingsinstelling en de organisatie ervan’.

Dat koninklijk besluit wordt in de ontworpen tekst weliswaar meermalen aangehaald<sup>3</sup> maar het wordt door die tekst niet gewijzigd en hoeft dus niet in de aanhef te worden vermeld.

Het derde lid moet worden weggelaten.

---

<sup>2</sup> De minister heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit om advies verzocht over de artikelen 5 tot 30, 45, 46 en 49 tot 56, en de bijlagen 1 tot 3 van het ontwerp van koninklijk besluit. Zie advies 238/2021 van 17 december 2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit (<https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-238-2021.pdf>).

<sup>3</sup> Zie onder meer artikel 1, 2°, van het ontwerp.

## DISPOSITIEF

### Artikel 57

Artikel 57 heeft betrekking op de beschermende maatregelen in het kader van de verwerking van de gegevens die opgenomen zijn in de uittreksels uit het strafregister (artikelen 12, 3°, 24, 3°, en 28, 2°, van het ontwerp).

De afdeling Wetgeving heeft er al eerder op gewezen dat uit artikel 10 van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ voortvloeit dat men passende waarborgen moet bieden voor de rechten en vrijheden van personen van wie persoonsgegevens worden verwerkt betreffende hun strafrechtelijke veroordelingen en de strafbare feiten die ze hebben gepleegd.<sup>4</sup>

Artikel 57 van het ontwerp is op dezelfde manier geredigeerd als artikel 269/3, § 4, van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’, dat de bijzondere maatregelen bevat die de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken moet nemen in het kader van de verwerking van persoonsgegevens waarin die wet voorziet en waarvoor zij de verwerkingsverantwoordelijke is.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> Advies 69.359/2 van 3 juni 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 14 juli 2021 ‘relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins’, opmerking 1 over artikel 8 (*Parl. St. Fr. Parl.* 2020-21, nr. 261/1, 34, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69359>).

<sup>5</sup> Het algemene kader van die maatregelen die in artikel 269/3, § 4, van de wet worden opgesomd, wordt bepaald in de eerste drie paragrafen van die bepaling, luidende als volgt:

“§ 1. In het kader van de toepassing van de artikelen 269/1 en 269/2 houdt de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken rekening met de risico’s voor de rechten en vrijheden van de betrokken personen en neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de voorkoming van misbruik of onrechtmatige toegang of doorgifte van persoonsgegevens te waarborgen.

§ 2. Rekening houdend met de aard, de omvang, de context en de verwerkingsdoeleinden, alsook met de qua waarschijnlijkheid en ernst uiteenlopende risico’s voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen, treft de verantwoordelijke voor de verwerking passende technische en organisatorische maatregelen.

De verantwoordelijke voor de verwerking moet in staat zijn om aan te tonen dat de verwerking overeenkomstig de wet wordt uitgevoerd.

In ieder geval omvatten deze maatregelen een passend gegevensbeschermingsbeleid dat door de verantwoordelijke voor de verwerking wordt uitgevoerd.

Die maatregelen worden geëvalueerd en indien nodig geactualiseerd.

§ 3. Rekening houdend met de stand van de techniek, de uitvoeringskosten, en de aard, de omvang, de context en het doel van de verwerking alsook met de qua waarschijnlijkheid en ernst uiteenlopende risico’s voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen welke aan de verwerking zijn verbonden, zijn de technische en organisatorische maatregelen bedoeld in paragraaf 2 opgesteld met als doel de gegevensbeschermingsbeginselen op een doeltreffende manier uit te voeren en de nodige waarborgen in de verwerking in te bouwen ter bescherming van de rechten van de betrokken persoon, zowel op het moment van de bepaling van de middelen voor de verwerking als op het moment van de verwerking zelf.

De passende technische en organisatorische maatregelen bedoeld in paragraaf 2 zorgen ervoor dat in beginsel alleen persoonsgegevens worden verwerkt die noodzakelijk zijn voor elk specifiek doel van de verwerking.”

Artikel 57 geeft gevolg aan het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit teneinde passende waarborgen te bieden, ditmaal aan de betrokken ondernemingen en diensten.<sup>6</sup>

De woorden “en in hun hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke” moeten echter worden weggelaten, daar de verwerkingsverantwoordelijke *in casu* de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken is.

Artikel 57 moet in die zin worden herzien.

### Artikel 61

De voorliggende bepaling is als volgt geredigeerd:

“Art. 61. Tot op een datum te bepalen door de minister:

– zal de kaart slechts gewijzigd worden bij het slagen voor een nieuwe opleiding of test of wanneer de betrokkene een nieuwe beroepservaring heeft opgedaan op voorwaarde dat de onderneming of dienst dit vraagt;

– zal de kaart, tijdelijke kaart of stagekaart slechts gewijzigd worden naar aanleiding van de uitbreiding van de activiteiten waarvoor de onderneming of de dienst vergund is op voorwaarde dat de onderneming of dienst dit vraagt.”

In artikel 4, § 4, van het ontwerp wordt echter het volgende bepaald:

“De betrokkene kan slechts de functies uitoefenen waarnaar de datamatrix op de kaart verwijst.

De onderneming of de dienst is ervoor verantwoordelijk dat de personen die voor hem werken slechts die functies uitoefenen waarnaar de datamatrix op de kaart verwijst”.

De steller van de tekst moet de voorliggende bepaling bijgevolg kunnen verantwoorden in het licht van het grondwettelijke beginsel inzake gelijkheid en non-discriminatie dat op de houders van de kaart van toepassing is. Het gevolg zal immers zijn dat, tot op een door de minister vast te stellen datum, de kaart in de twee vermelde gevallen maar zal worden gewijzigd op voorwaarde dat de onderneming of de dienst daarvoor een aanvraag doet.

Indien geen verantwoording wordt gegeven, moet artikel 61 worden weggelaten.

---

<sup>6</sup> Advies 238/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 17 december 2021, punt 38.

Bijlage 8

In het derde streepje van het lid van de bijlage dat begint met de woorden “Ondergetekende weet dat:” moet de datum worden toegevoegd van het koninklijk besluit van 26 september 2005 ‘tot vaststelling van de procedure in geval van onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden, de gelijktijdige uitoefening van opdrachten die onverenigbaar zijn met de openbare orde of de staatsveiligheid of schending van de bepalingen van de wet tot regeling van de private of bijzondere veiligheid of van haar uitvoeringsbesluiten’.

In het vierde streepje van hetzelfde lid dient, zoals in het lid dat daarop volgt, de datum te worden vermeld van de wet ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’, te weten 2 oktober 2017.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT